



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.969/2
du 30 septembre 2020

advies 67.969/2
van 30 september 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
3 juillet 1996 portant exécution
de la loi relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités coordonnée le
14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
3 juli 1996 tot uitvoering van
de wet betreffende de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 1^{er} septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 septembre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 septembre 2020.

*

Op 1 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 september 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 september 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DU PROJET

1. L'article 93 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), porte sur l'indemnité d'invalidité, à savoir l'indemnité versée au titulaire lorsque l'incapacité de travail qui le concerne se prolonge au-delà de la période d'incapacité primaire ¹.

L'article 93, alinéas 5 à 7, de la loi coordonnée prévoit ce qui suit :

« Le Roi fixe le taux et le montant maximum de l'indemnité d'invalidité, ainsi que le montant minimum de l'indemnité d'invalidité qui, dans les conditions déterminées par Lui, peut être accordée à certaines catégories de travailleurs réguliers.

Ce taux est d'au moins 60 p.c. de la rémunération telle qu'elle est définie à l'article 87, alinéa 1^{er}, pour les titulaires ayant des personnes à charge et d'au moins 40 p.c. de la même rémunération pour les titulaires qui n'ont pas de personnes à charge.

Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par 'travailleur régulier' et par 'travailleur ayant personne à charge' ainsi que les conditions dans lesquelles une indemnité plus élevée peut être accordée pour perte de revenu unique, au titulaire qui n'est pas considéré comme 'travailleur ayant personne à charge' ».

L'article 104, 1^o, de la loi coordonnée, dispose également que

« [l]e Roi détermine dans quelles conditions et dans quelle mesure les indemnités sont accordées :

1^o lorsque au cours de l'incapacité de travail elles viennent à être cumulées avec un revenu professionnel ».

2.1. L'article 225 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994' détermine, conformément à l'habilitation contenue à l'article 93, alinéa 7, de la loi coordonnée, ce qu'il y a lieu d'entendre par « travailleur ayant personne à charge ».

¹ La période d'incapacité primaire est celle durant laquelle lui est versée une « indemnité incapacité primaire », en vertu de l'article 87, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée.

L'article 225, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal dispose que

« [L]es personnes visées à l'alinéa premier, 1^o à 4^o ne peuvent être considérées comme à charge que si elles n'exercent aucune activité professionnelle et ne bénéficient effectivement ni d'une pension ou d'une rente, ni d'une allocation ou d'une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère ».

L'article 225, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal prévoit que

« [L]e titulaire visé au § 1^{er}, 3^o et 4^o, qui cohabite simultanément avec des personnes autres que celles qui sont énumérées à ce paragraphe, ne peut conserver la qualité de travailleur ayant personne à charge que si ces autres personnes n'exercent aucune activité professionnelle et ne bénéficient effectivement ni d'une pension, ni d'une rente, ni d'une allocation ou d'une indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère ».

L'article 225, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité dispose ce qui suit :

« Par activité professionnelle au sens des §§ 1^{er} et 2, il faut entendre toute activité professionnelle susceptible de produire des revenus visés, suivant le cas, à l'article 23, § 1^{er}, 1^o, 2^o ou 4^o, ou à l'article 228, § 2, 3^o et 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, même si elle est exercée par personne interposée, et toute activité analogue exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale. Toutefois, il n'est tenu compte de ces revenus, ainsi que des pensions, rentes ou allocations et indemnités visées ci-dessus que si leur montant total est supérieur à 707,07 euros par mois ; ce dernier montant est lié à l'indice-pivot 103,14 en vigueur le 1^{er} juin 1999 (base 1996 = 100) et est adapté aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux dispositions visées à l'article 237 ».

Les alinéas suivants de l'article 225, § 3, précisent quels revenus, pensions, rentes ou allocations sont ou ne sont pas pris en compte dans la détermination des revenus d'une personne à charge, ce qui *a fortiori* est de nature à déterminer si un titulaire peut être qualifié de « travailleur ayant personne à charge » et, partant, à influencer le montant de son indemnité d'invalidité.

2.2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal à l'examen élargit la liste des revenus de personnes à charge qui ne sont pas pris en compte en vertu de l'article 225, § 3, en complétant cette disposition par des alinéas visant diverses sommes octroyées dans le cadre des mesures de soutien en lien avec la pandémie de COVID-19². Il est ainsi envisagé de « neutraliser » :

– les compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques rencontrées suite à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19' et par tout autre arrêté ministériel ultérieur ayant le même objet, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques rencontrées suite à la pandémie du COVID-19 (il est toutefois prévu que ces sommes octroyées ne peuvent pas être des montants auxquels la personne à charge aurait pu prétendre sans l'application de la réglementation fixée

² Le dossier fait état de la « neutralisation » de ces montants.

suite à la pandémie de COVID-19) (article 225, § 3, alinéa 8, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996) ;

– l'indemnité d'incapacité primaire supplémentaire octroyée conformément à la loi du 24 juin 2020 'octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire', ainsi que l'indemnité de crise supplémentaire octroyée conformément à l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail' (article 225, § 3, alinéa 9, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996) ;

– la prime temporaire octroyée conformément à l'arrêté royal n° 47 du 26 juin 2020 'pris en exécution de l'article 5, § 1^{er}, 3° et 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) en vue de l'octroi d'une prime temporaire aux bénéficiaires de certaines allocations d'assistance sociale' (article 225, § 3, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996).

3.1. Sur la base de l'habilitation prévue à l'article 104, 1°, de la loi coordonnée, l'article 230, § 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 prévoit que le titulaire en incapacité de travail, qui touche une indemnité d'incapacité, peut obtenir l'autorisation d'exercer une activité professionnelle au cours de l'incapacité.

L'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté royal dispose comme suit :

« Le titulaire qui bénéficie d'un revenu professionnel, découlant d'une activité autorisée dans les conditions fixées au § 2, qui n'est pas visé au § 1^{er}³, peut prétendre à un montant égal au montant journalier de l'indemnité d'incapacité de travail allouée en l'absence de cumul, réduit de 10 % à partir du moment où la période couverte par l'autorisation du médecin-conseil atteint une durée de six mois et jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle du début de l'activité autorisée.

Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme 'revenu professionnel' tout revenu visé à l'article 17, § 1^{er}, 5°, à l'article 23, § 1^{er}, 1°, 2° et 4°, ou à l'article 90, alinéa 1^{er}, 1° au 2° et 12°, du Code des impôts sur les revenus 1992 qu'un titulaire obtient par l'exercice d'une activité personnelle, ainsi que toute indemnité, allocation ou rente accordée en remplacement de ces revenus ».

L'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 9, du même arrêté royal détermine certains revenus qui ne sont pas pris en compte pour calculer le revenu professionnel au sens de l'alinéa 2.

³ L'article 230, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 vise des titulaires bénéficiant d'un revenu professionnel découlant « d'un travail autorisé dans les conditions fixées au [paragraphe] 2, par lequel il relève, d'une manière ou d'une autre, du champ d'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que de toute occupation similaire exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale [...] ».

3.2. L'article 2 du projet complète l'article 230, § 1^{er}ter, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 par deux alinéas de manière à exclure des revenus professionnels à calculer certaines sommes perçues par des titulaires dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Il est ainsi envisagé de « neutraliser » :

– les compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques rencontrées suite à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19' et par tout autre arrêté ministériel ultérieur ayant le même objet, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques rencontrées suite à la pandémie du COVID-19 (il est une nouvelle fois prévu que ces sommes octroyées ne peuvent pas être des montants auxquels la personne à charge aurait pu prétendre sans l'application de la réglementation fixée suite à la pandémie de COVID-19) (article 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996) ;

– l'indemnité de crise supplémentaire octroyée conformément à l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail' (article 230, § 1^{er}ter, alinéa 11, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996).

4. L'article 3 prévoit que l'arrêté en projet produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. En ayant pour objectif de neutraliser « les compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques rencontrées suite à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et par tout autre arrêté ministériel ultérieur ayant le même objet, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques rencontrées suite à la pandémie du COVID-19 », le champ d'application de l'article 225, § 3, alinéa 8, en projet et de l'article 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 apparaît très large et des incertitudes pourraient surgir quant à la détermination précise des compensations financières qui seront prises en compte dans le calcul des revenus professionnels. La neutralisation envisagée est par ailleurs illimitée dans le temps.

Interrogée sur ce champ d'application tel qu'il est envisagé et à propos des réglementations prévoyant des interventions financières qui sont ou seront concernées par les dispositions en projet, la déléguée de la Ministre a indiqué ce qui suit :

« Le projet de texte est inspiré par l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19⁴. Dans ce contexte, le législateur a également défini un large champ d'application.

Compte tenu de la multitude d'entités existant au niveau régional et local en Belgique, il est impossible de prévoir une liste exhaustive dans la réglementation de l'assurance indemnités. En définissant un champ d'application large (plutôt qu'une énumération exhaustive), nous estimons que cela permet justement d'éviter qu'une certaine intervention financière ne soit pas prise en compte indûment, et que certaines situations ne soient donc pas prises en considération.

Néanmoins, nous estimons que, dans le cadre de la délimitation du champ d'application, il conviendrait peut-être d'ajouter explicitement la disposition suivante au projet d'articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 : 'Deze bepaling is bovendien enkel van toepassing als in de regeling op grond waarvan de financiële vergoeding wordt verleend, uitdrukkelijk is bepaald dat deze vergoeding wordt verleend om aan de rechtstreekse of onrechtstreekse economische of sociale gevolgen van de COVID-19-pandemie het hoofd te bieden'.

Cette disposition précise, à notre avis, le champ d'application dans le cadre de la pandémie COVID-19.

La fixation d'une limite explicite dans le temps pour cette mesure de neutralisation n'est selon nous pas souhaitable, car elle pourrait instaurer un traitement inégal entre les différents assurés sociaux reconnus en incapacité de travail en fonction du moment précis où l'intervention financière suite à la pandémie COVID-19 est octroyée au titulaire reconnu en incapacité de travail lui-même ou à la personne qui cohabite avec lui.

Toutefois, en stipulant explicitement qu'il doit y avoir un lien avec la pandémie COVID-19 (avec la précision supplémentaire proposée ci-dessus selon laquelle cette disposition ne s'applique que si le régime sur la base duquel la compensation financière est octroyée prévoit expressément que cette compensation est octroyée pour faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie COVID-19), il y a une limitation indirecte dans le temps. Dès que la réglementation relative à l'intervention financière cesse de produire ses effets, la neutralisation fixée deviendra sans objet ».

2. Les articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 seront complétés par la condition telle qu'elle est suggérée par la déléguée de la Ministre⁵. S'agissant de la possibilité de fixer une limite dans le temps à l'application des mesures envisagées, il est pris acte des explications qui précèdent.

Ces éléments de réponse gagneraient à figurer dans un rapport au Roi qui accompagnera l'arrêté en projet.

⁴ L'article 6 de la loi du 29 mai 2020 'portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19' prévoit une exonération fiscale des indemnités dans le cadre des mesures d'aide prises par les régions, les communautés, les provinces ou les communes dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

⁵ Cette condition est du reste similaire à l'une de celles formulées à l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 'portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19'.

3. Les articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne visent pas les compensations financières allouées de manière générale par l'État fédéral dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Interrogée à ce propos, la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

« En ce qui concerne les interventions financières de l'État fédéral (qui sont en principe des interventions de 'sécurité sociale' ou d'assistance sociale' et peuvent être qualifiées de pension, de rente, d'intervention ou d'indemnités à prendre en compte), le principe de base est qu'elles doivent toujours être prises en considération, sauf s'il est expressément prévu qu'une neutralisation est applicable. Il est donc tenu compte en principe des prestations de sécurité sociale ou d'assistance sociale spécifiquement prévues dans le cadre de la crise COVID-19 (comme, par exemple, le droit passerelle de crise).

Les règles énoncées aux articles 225 et 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent en effet la fixation précise du montant de l'indemnité d'incapacité de travail qui constitue elle-même une prestation de sécurité sociale.

Les neutralisations prévues dans le projet d'article 225, § 3, alinéas 9 et 10, et d'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent des compléments octroyés en plus de la 'prestation de base'. Si on ne prévoit pas de neutralisation, cela peut avoir pour conséquence de réduire le montant de l'indemnité d'incapacité de travail, et donc de faire perdre au complément octroyé la totalité ou une partie de ses effets.

Je vous confirme par ailleurs que le texte de l'article 225 ou de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 devrait être modifié si d'autres mesures fédérales (futures) devaient également être neutralisées ».

Ces précisions, qui gagneraient à figurer dans le rapport au Roi, permettent de comprendre cette omission et ce, même si cela peut apparaître contradictoire avec le fait de donner aux dispositions en projet une portée très large quant aux compensations financières régionales, communautaires, provinciales ou communales neutralisées.

4. Enfin, en ce qui concerne le champ d'application des mesures concernées par le projet, il va de soi que les références faites dans les dispositions en projet aux compensations financières allouées par « les communautés » ou conformément à une « réglementation [...] communautaire », celles qui auraient été allouées par les commissions communautaires bruxelloises sont naturellement visées également, compte tenu de l'objet des règles envisagées.

Ceci gagnerait à figurer dans le rapport au Roi.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'article 225, § 3, alinéa 8, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 qui y est visé sera complété par son intitulé complet.

Cette observation vaut également pour l'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, inséré par l'article 2 du projet.

2. L'article 225, § 3, alinéa 9, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 sera complété par la date de l'arrêté royal qui y est visé, soit le 15 septembre 2020.

Cette observation vaut également pour l'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 11, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, inséré par l'article 2 du projet.

Article 3

Invitée à justifier l'entrée en vigueur rétroactive du projet au 1^{er} mars 2020, envisagée par son article 3, la déléguée de la Ministre a indiqué ce qui suit :

« La date du 1^{er} mars 2020 doit être prise en compte en ce qui concerne le projet d'article 225, § 3, alinéa 9, et le projet d'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, puisque tant l'indemnité d'incapacité de travail primaire complémentaire visée dans la loi du 24 juin 2020 'octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire' que l'indemnité de crise supplémentaire visée dans l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail' ont été octroyées au plus tôt à partir du 1^{er} mars 2020.

En ce qui concerne le projet d'article 225, § 3, alinéa 8, et le projet d'article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, il convient de noter que c'est à partir du mois de mars 2020 que les premières interventions financières ont été octroyées par les Régions, les Communautés, les provinces ou les communes pour faire face aux conséquences économiques liées à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 (et de tous les arrêtés ministériels successifs) 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', ou ont été allouées en vertu d'autres réglementations régionales, communautaires, provinciales ou communales en raison des conséquences économiques liées à la pandémie COVID-19. Cette date retenue du 1^{er} mars 2020 a été fixée dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et correspond à la période durant laquelle l'OMS a porté le niveau de menace associé à ce virus à son degré maximum et pendant laquelle, dans le même temps, une évolution exponentielle du nombre de contaminations a pu être observée en Belgique, entraînant de graves conséquences sur le plan sanitaire ».

Compte tenu de ces éléments de justification, l'entrée en vigueur rétroactive du projet paraît admissible.

Les explications de la déléguée de la Ministre figureront utilement dans le rapport
au Roi.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWERP

1. Artikel 93 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: “de gecoördineerde wet”), heeft betrekking op de invaliditeitsuitkering, dat wil zeggen de uitkering die aan de gerechtigde betaald wordt wanneer de arbeidsongeschiktheid waardoor hij getroffen wordt, voortduurt na het tijdvak van primaire arbeidsongeschiktheid.¹

Artikel 93, vijfde tot zevende lid, van de gecoördineerde wet luidt als volgt:

“De Koning bepaalt de hoegrootheid en het maximumbedrag van de invaliditeitsuitkering alsmede het minimumbedrag van de invaliditeitsuitkering dat onder door Hem te bepalen voorwaarden aan sommige categorieën van regelmatige werknemers kan worden toegekend.

Die hoegrootheid is tenminste 60 pct. van het in artikel 87, eerste lid, omschreven loon voor de gerechtigden met personen ten laste en ten minste 40 pct. van hetzelfde loon voor de gerechtigden die geen personen ten laste hebben.

De Koning stelt vast, wat onder ‘regelmatig werknemer’ en onder ‘werknemer met persoon ten laste’ wordt verstaan, alsmede de voorwaarden waaronder aan de gerechtigde die niet als ‘werknemer met persoon ten laste’ wordt beschouwd een hogere uitkering kan worden toegekend wegens verlies van enig inkomen.”

Artikel 104, 1°, van de gecoördineerde wet bepaalt tevens dat

“[d]e Koning bepaalt onder welke voorwaarden en in welke mate de uitkeringen worden toegekend:

1° wanneer zij in de loop van de arbeidsongeschiktheid samen gaan genoten worden met een beroepsinkomen”.

2.1. Artikel 225 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ bepaalt overeenkomstig de machtiging vervat in artikel 93, zevende lid, van de gecoördineerde wet wat dient verstaan te worden onder “werknemer met persoon ten laste”.

¹ Het tijdvak van primaire arbeidsongeschiktheid is het tijdvak waarin hem krachtens artikel 87, eerste lid, van de gecoördineerde wet een “primaire ongeschiktheidsuitkering” betaald wordt.

Artikel 225, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit bepaalt dat

“[d]e personen bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4° (...) slechts als persoon ten laste [kunnen] worden beschouwd als zij geen enkele beroepsactiviteit uitoefenen en niet werkelijk in het genot zijn van een pensioen, een rente, een tegemoetkoming of een uitkering krachtens een Belgische of een vreemde wetgeving”.

Artikel 225, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit bepaalt dat

“[d]e bij § 1, 3° en 4°, bedoelde gerechtigde die tevens samenwoont met andere dan in die paragraaf opgesomde personen, (...) slechts de hoedanigheid van werknemer met persoon ten laste [behoudt] wanneer deze andere personen geen enkele beroepsactiviteit uitoefenen en niet werkelijk in het genot zijn van een pensioen, een rente, een tegemoetkoming of een uitkering krachtens een Belgische of vreemde wetgeving”.

Artikel 225, § 3, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit luidt als volgt:

“Onder beroepsactiviteit als bedoeld in de §§ 1 en 2 dient te worden verstaan iedere bezigheid die, naargelang van het geval, een inkomen als bedoeld in artikel 23, § 1, 1°, 2° of 4°, of in artikel 228, § 2, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 kan opleveren, zelfs indien ze door een tussenpersoon wordt uitgeoefend, en iedere gelijkaardige bezigheid die wordt uitgeoefend in een vreemd land of in dienst van een internationale of supranationale organisatie. Nochtans wordt met dit inkomen, alsook met de hiervoren bedoelde pensioenen, renten, tegemoetkomingen en uitkeringen, slechts rekening gehouden indien het totale bedrag ervan meer is dan 707,07 euro per maand; dit bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 van kracht op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100) en wordt aan de schommelingen van het prijsindexcijfer aangepast overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 237.”

In de daaropvolgende leden van artikel 225, § 3, wordt gepreciseerd welke inkomsten, pensioenen, renten of tegemoetkomingen al dan niet in aanmerking genomen worden om het inkomen van een persoon ten laste te bepalen. Op basis van dat inkomen kan *a fortiori* bepaald worden of een gerechtigde als een “werknemer met persoon ten laste” gekwalificeerd kan worden en het kan bijgevolg een invloed hebben op het bedrag van zijn invaliditeitsuitkering.

2.2. Bij artikel 1 van het voorliggende koninklijk besluit wordt de lijst uitgebreid van de inkomsten van personen ten laste, waarmee krachtens artikel 225, § 3, geen rekening gehouden wordt, door die bepaling aan te vullen met leden waarin verscheidene bedragen vermeld worden die in het kader van de steunmaatregelen naar aanleiding van de COVID-19-pandemie toegekend worden.² Zo wordt de “neutralisatie” overwogen van:

– de financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de toepassing van het ministerieel besluit van 13 maart 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’ en door elk ander later ministerieel besluit met dezelfde strekking, of die overeenkomstig andere gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke regelgeving worden toegekend voor de

² In het dossier wordt gewag gemaakt van de “neutralisatie” van die bedragen.

economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie (er wordt evenwel bepaald dat die bedragen die toegekend worden geen bedragen mogen zijn waarop de persoon ten laste zonder de toepassing van de regelgeving bepaald naar aanleiding van de COVID-19-pandemie zou hebben kunnen aanspraak maken) (ontworpen artikel 225, § 3, achtste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996);

– de aanvullende primaire ongeschiktheidsuitkering toegekend overeenkomstig de wet van 24 juni 2020 ‘houdende toekenning van een tijdelijke aanvulling op de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid’, evenals van de aanvullende crisisuitkering toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 september 2020 ‘houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten’ (ontworpen artikel 225, § 3, negende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996);

– de tijdelijke premie toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 47 van 26 juni 2020 ‘tot uitvoering van artikel 5, § 1, 3° en 5°, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II), met het oog op het toekennen van een tijdelijke premie aan de gerechtigden op bepaalde sociale bijstandsuitkeringen’ (ontworpen artikel 225, § 3, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996).

3.1. Op grond van de machtiging vervat in artikel 104, 1°, van de gecoördineerde wet, bepaalt artikel 230, § 2, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 dat de arbeidsongeschikte gerechtigde die een ongeschiktheidsuitkering ontvangt toestemming kan krijgen om een beroepsactiviteit uit te oefenen tijdens de ongeschiktheid.

Artikel 230, § 1^{ter}, eerste en tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit luidt als volgt:

“De gerechtigde die een beroepsinkomen geniet dat voortvloeit uit een toegelaten activiteit onder de in § 2 bepaalde voorwaarden die niet wordt bedoeld in § 1,³ kan aanspraak maken op een bedrag gelijk aan het dagbedrag van de arbeidsongeschiktheidsuitkering, toegekend bij afwezigheid van cumulatie, verminderd met 10 % zodra het tijdvak dat is gedekt door de toelating van de adviserend arts, een duur van zes maanden bereikt en dit tot en met 31 december van het derde jaar volgend op het jaar waarin de toegelaten activiteit een aanvang nam.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt als ‘beroepsinkomen’ beschouwd, elk inkomen bedoeld in artikel 17, § 1, 5°, artikel 23, § 1, 1°, 2° en 4° of artikel 90, eerste lid, 1° tot 2° en 12°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 dat een gerechtigde zich door een persoonlijke activiteit verschaft, evenals elke uitkering, vergoeding of rente die hem wegens het derven van dat inkomen wordt verleend.”

³ In artikel 230, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 wordt verwezen naar gerechtigden die een beroepsinkomen genieten dat voortvloeit uit “een toegelaten arbeid onder de in [paragraaf] 2 bepaalde voorwaarden waardoor hij op enerlei wijze valt onder het toepassingsgebied van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, evenals uit elke gelijkaardige bezigheid uitgeoefend in een vreemd land of in dienst van een internationale of supranationale organisatie (...)”

Artikel 230, § 1^{ter}, negende lid, van hetzelfde koninklijk besluit bepaalt een aantal inkomsten die niet in aanmerking genomen worden voor de berekening van het beroepsinkomen in de zin van het tweede lid.

3.2. Bij artikel 2 van het ontwerp wordt artikel 230, § 1^{ter}, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 met twee leden aangevuld waardoor van de te berekenen beroepsinkomsten een aantal bedragen uitgesloten worden die rechthebbenden ontvangen hebben in het kader van de COVID-19-pandemie. Zo wordt de “neutralisatie” overwogen van:

– de financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de toepassing van het ministerieel besluit van 13 maart 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’ en door elk ander later ministerieel besluit met dezelfde strekking, of die overeenkomstig andere gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke regelgeving worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie (er wordt nogmaals bepaald dat die bedragen die toegekend worden geen bedragen mogen zijn waarop de persoon ten laste zonder de toepassing van de regelgeving bepaald naar aanleiding van de COVID-19-pandemie zou hebben kunnen aanspraak maken) (ontworpen artikel 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996);

– de aanvullende crisisuitkering toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 september 2020 ‘houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten’ (ontworpen artikel 230, § 1^{ter}, elfde lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996).

4. Artikel 3 bepaalt dat het ontworpen besluit uitwerking heeft met ingang van 1 maart 2020.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Door de neutralisatie te beogen van “de financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de toepassing van het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en door elk ander later ministerieel besluit met dezelfde strekking, of die overeenkomstig andere gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke regelgeving worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie” lijkt het toepassingsgebied van het ontworpen artikel 225, § 3, achtste lid, en van het ontworpen artikel 230, § 1^{er}ter, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 zeer ruim en zou er onzekerheid kunnen ontstaan over de exacte bepaling van de financiële vergoedingen die in aanmerking genomen zullen worden bij de berekening van de beroepsinkomsten. De beoogde neutralisatie is bovendien onbeperkt in de tijd.

Naar aanleiding van een vraag over dat toepassingsgebied zoals beoogd in het ontwerp en over de regelingen die in financiële vergoedingen voorzien waarop de ontworpen bepalingen betrekking hebben of zullen hebben, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le projet de texte est inspiré par l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19.⁴ Dans ce contexte, le législateur a également défini un large champ d'application.

Compte tenu de la multitude d'entités existant au niveau régional et local en Belgique, il est impossible de prévoir une liste exhaustive dans la réglementation de l'assurance indemnités. En définissant un champ d'application large (plutôt qu'une énumération exhaustive), nous estimons que cela permet justement d'éviter qu'une certaine intervention financières ne soit pas prise en compte indûment, et que certaines situations ne soient donc pas prises en considération.

Néanmoins, nous estimons que, dans le cadre de la délimitation du champ d'application, il conviendrait peut-être d'ajouter explicitement la disposition suivante au projet d'articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 : ‘Deze bepaling is bovendien enkel van toepassing als in de regeling op grond waarvan de financiële vergoeding wordt verleend, uitdrukkelijk is bepaald dat deze vergoeding wordt verleend om aan de rechtstreekse of onrechtstreekse economische of sociale gevolgen van de COVID-19-pandemie het hoofd te bieden’.

Cette disposition précise, à notre avis, le champ d'application dans le cadre de la pandémie COVID-19.

La fixation d'une limite explicite dans le temps pour cette mesure de neutralisation n'est selon nous pas souhaitable, car elle pourrait instaurer un traitement inégal entre les différents assurés sociaux reconnus en incapacité de travail en fonction du moment précis où l'intervention financière suite à la pandémie COVID-19 est octroyée au titulaire reconnu en incapacité de travail lui-même ou à la personne qui cohabite avec lui.

⁴ Artikel 6 van de wet van 29 mei 2020 ‘houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19 pandemie’ voorziet in een fiscale vrijstelling van de vergoedingen in het kader van de steunmaatregelen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten getroffen worden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie.

Toutefois, en stipulant explicitement qu'il doit y avoir un lien avec la pandémie COVID-19 (avec la précision supplémentaire proposée ci-dessus selon laquelle cette disposition ne s'applique que si le régime sur la base duquel la compensation financière est octroyée prévoit expressément que cette compensation est octroyée pour faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie COVID-19), il y a une limitation indirecte dans le temps. Dès que la réglementation relative à l'intervention financière cesse de produire ses effets, la neutralisation fixée deviendra sans objet. Dès que la réglementation relative à l'intervention financière cesse de produire ses effets, la neutralisation fixée deviendra sans objet".

2. De ontworpen artikelen 225, § 3, achtste lid, en 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 moeten worden aangevuld met de voorwaarde zoals die is voorgesteld door de gemachtigde van de minister.⁵ Wat betreft de mogelijkheid om voor de toepassing van de voorgenomen maatregelen een tijdslimiet vast te stellen, wordt nota genomen van de bovenstaande toelichting.

Dit antwoord zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning dat bij het ontworpen besluit dient te worden gevoegd.

3. De ontworpen artikelen 225, § 3, achtste lid, en 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 hebben geen betrekking op de financiële vergoedingen die over het algemeen door de Federale Staat worden toegekend in het kader van de COVID-pandemie-19.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

"En ce qui concerne les interventions financières de l'État fédéral (qui sont en principe des interventions de 'sécurité sociale' ou d'assistance sociale' et peuvent être qualifiées de pension, de rente, d'intervention ou d'indemnités à prendre en compte), le principe de base est qu'elles doivent toujours être prises en considération, sauf s'il est expressément prévu qu'une neutralisation est applicable. Il est donc tenu compte en principe des prestations de sécurité sociale ou d'assistance sociale spécifiquement prévues dans le cadre de la crise COVID19 (comme, par exemple, le droit passerelle de crise).

Les règles énoncées aux articles 225 et 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent en effet la fixation précise du montant de l'indemnité d'incapacité de travail qui constitue elle-même une prestation de sécurité sociale.

Les neutralisations prévues dans le projet d'article 225, § 3, alinéas 9 et 10, et d'article 230, § 1^{er}^{ter}, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent des compléments octroyés en plus de la 'prestation de base'. Si on ne prévoit pas de neutralisation, cela peut avoir pour conséquence de réduire le montant de l'indemnité d'incapacité de travail, et donc de faire perdre au complément octroyé la totalité ou une partie de ses effets.

Je vous confirme par ailleurs que le texte de l'article 225 ou de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 devrait être modifié si d'autres mesures fédérales (futures) devaient également être neutralisées".

⁵ Deze voorwaarde is overigens vergelijkbaar met een van de voorwaarden bepaald in artikel 6 van de wet van 29 mei 2020 'houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19 pandemie'.

Deze toelichting, die zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning, maakt het mogelijk die weglating te begrijpen, zelfs indien dat tegenstrijdig lijkt te zijn met het feit dat aan de ontworpen bepalingen een zeer ruime strekking wordt gegeven voor wat betreft de geneutraliseerde financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend.

4. Wat ten slotte het toepassingsgebied betreft van de maatregelen waarop het ontwerp betrekking heeft, spreekt het vanzelf dat de verwijzingen in de ontworpen bepalingen naar de financiële vergoedingen die door de “gemeenschappen” of overeenkomstig een “gemeenschapsregelgeving” zouden zijn toegekend, uiteraard ook betrekking hebben op de financiële vergoedingen die door de Brusselse gemeenschapscommissies zouden zijn toegekend, gelet op het voorwerp van de overwogen regels.

Dit zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In het ontworpen artikel 225, § 3, achtste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, moet het ministerieel besluit van 13 maart 2020 waarnaar in dat besluit wordt verwezen, worden aangevuld met het volledige opschrift ervan.

Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, dat wordt ingevoegd bij artikel 2 van het ontwerp.

2. Het ontworpen artikel 225, § 3, negende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 moet worden aangevuld met de datum van het daarin genoemde koninklijk besluit, namelijk 15 september 2020.

Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 230, § 1^{ter}, elfde lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, dat wordt ingevoegd bij artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 3

Naar aanleiding van een verzoek om de inwerkingtreding van het ontwerp met terugwerkende kracht op 1 maart 2020 te rechtvaardigen, zoals in artikel 3 ervan wordt overwogen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“La date du 1^{er} mars 2020 doit être prise en compte en ce qui concerne le projet d'article 225, § 3, alinéa 9, et le projet d'article 230, § 1^{er}ter, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, puisque tant l'indemnité d'incapacité de travail primaire complémentaire visée dans la loi du 24 juin 2020 'octroyant un complément temporaire aux indemnités

d'incapacité primaire' que l'indemnité de crise supplémentaire visée dans l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail' ont été octroyées au plus tôt à partir du 1^{er} mars 2020.

En ce qui concerne le projet d'article 225, § 3, alinéa 8, et le projet d'article 230, § 1^{er} ter, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, il convient de noter que c'est à partir du mois de mars 2020 que les premières interventions financières ont été octroyées par les Régions, les Communautés, les provinces ou les communes pour faire face aux conséquences économiques liées à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 (et de tous les arrêtés ministériels successifs) 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', ou ont été allouées en vertu d'autres réglementations régionales, communautaires, provinciales ou communales en raison des conséquences économiques liées à la pandémie COVID-19. Cette date retenue du 1^{er} mars 2020 a été fixée dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et correspond à la période durant laquelle l'OMS a porté le niveau de menace associé à ce virus à son degré maximum et pendant laquelle, dans le même temps, une évolution exponentielle du nombre de contaminations a pu être observée en Belgique, entraînant de graves conséquences sur le plan sanitaire”.

Gelet op die rechtvaardigingsgronden lijkt de terugwerkende kracht van het ontwerp aanvaardbaar.

Het is dienstig de toelichting van de gemachtigde van de minister op te nemen in het verslag aan de Koning.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT